



Assemblée générale

Distr. générale
25 juillet 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 58 d) de l'ordre du jour provisoire*

Développement social : Décennie des Nations Unies

pour l'alphabétisation : l'éducation pour tous

Mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

Note du Secrétaire général

En application de la résolution 61/140 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-joint le rapport établi par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur la mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation.

* A/63/150.



Mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Résumé

Dans sa résolution 56/116, l'Assemblée générale a proclamé la période de 10 ans débutant le 1^{er} janvier 2003 Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation.

À mi-parcours, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation suscite un optimisme prudent si l'on mesure les progrès accomplis à la lumière des taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes, et commence à inscrire l'alphabétisation en bonne place parmi les préoccupations internationales. Les politiques nationales ont certes favorisé l'émergence de structures plus dynamiques et un accroissement des fonds alloués à l'alphabétisation, mais les efforts internationaux en faveur de l'alphabétisation laissent à désirer. Le nombre élevé d'analphabètes parmi les jeunes et les adultes (774 millions), en particulier les femmes, et la lenteur de l'évolution de la situation en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique subsaharienne demeurent une source de préoccupation. Les divers contextes dans lesquels évoluent les groupes marginalisés appellent une attention particulière. Dans les sociétés contemporaines dominées par le savoir, les besoins en matière d'alphabétisation continuent d'évoluer dans les pays en développement comme dans les pays développés, et pour les satisfaire, il faudra un engagement plus ferme et davantage d'efforts innovants au cours de la seconde moitié de la Décennie.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–7	4
A. But et objet du rapport	1–2	4
B. L’alphabétisation : une notion évolutive	3–4	4
C. L’alphabétisation dans une perspective plus large	5–7	5
II. Faits saillants de la première moitié de la Décennie	8–14	5
III. L’alphabétisation dans le monde aujourd’hui	15–32	7
A. Évolution des taux d’alphabétisation sur les plans mondial et régional	16–19	7
B. Programmes d’alphabétisation	20–24	9
C. Alphabétisation inclusive	25–32	10
IV. Principaux domaines d’action	33–68	12
A. Politiques	34–46	12
B. Conception et réalisation des programmes	47–52	15
C. Recherche et évaluation	53–62	17
D. Plaidoyer en faveur de l’alphabétisation	63–68	19
V. Financement de l’alphabétisation des adultes	69–83	20
A. Financement des programmes d’alphabétisation	69	20
B. Sources de financement	70–78	20
C. Coût des programmes d’alphabétisation de qualité	79–83	22
VI. Perspectives d’avenir	84–91	23
A. Tirer des enseignements de l’expérience acquise	86	24
B. Élaborer le programme pour l’alphabétisation : les cinq prochaines années et au-delà	87–91	25
Annexe		
Taux d’alphabétisation des adultes (15+) au niveau régional (1985-1994 à 2000-2006)		28

I. Introduction

A. But et objet du rapport

1. Le présent rapport, soumis par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), fait suite à la demande exprimée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/140, aux termes de laquelle elle a prié l'UNESCO « de préparer et de mener l'examen à mi-parcours de la Décennie en 2007 et 2008, en collaboration avec tous les partenaires de la Décennie ». Faisant suite aux rapports de 2004 (A/59/267) et de 2006 (A/61/151), le présent rapport s'inspire du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (voir A/57/218 et Corr.1) et fait une évaluation des progrès intervenus dans les domaines prioritaires qui y sont indiqués. Il fait apparaître la situation, les tendances et les défis de l'alphabétisation à mi-parcours de la Décennie, l'accent étant mis sur les jeunes et les adultes analphabètes, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas été alphabétisés, ou dont le niveau d'alphabétisme est faible. Le rapport fournit également un cadre de planification pour la seconde moitié de la Décennie.

2. Le droit à l'éducation comprend le droit à l'alphabétisation, condition fondamentale de l'apprentissage tout au long de la vie et moyen essentiel de développement humain. Le principe de l'alphabétisation, source de liberté et de l'alphabétisation pour tous est aussi valable aujourd'hui qu'il l'était au lancement de la Décennie. L'alphabétisation permet l'émancipation, ouvrant la voie à moult possibilités de communication et d'apprentissage; elle est indispensable pour participer et avoir accès à l'information dans les sociétés du savoir du XXI^e siècle. On peut vivement se préoccuper de ce que, dans le monde d'aujourd'hui, un adulte sur cinq – soit au total 774 millions d'adultes – soit dépourvu de compétences minimales en matière d'alphabétisme, 75 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, et des millions d'autres jeunes quittent l'école sans avoir acquis un niveau d'alphabétisme suffisant pour leur permettre de participer de manière active et bénéfique au développement de leurs sociétés. Une telle situation est inacceptable; il faut de toute urgence que tous les partenaires soient plus déterminés et agissent plus fermement. C'est à la réalisation de cet objectif que sera consacrée la seconde moitié de la Décennie.

B. L'alphabétisation : une notion évolutive

3. Les multiples dimensions et la nature évolutive de l'alphabétisation sont reconnues par tous les partenaires, qui sont témoins de l'émergence de nouvelles formes d'alphabétisation et de l'évolution des modes d'apprentissage, y compris l'utilisation de technologies numériques. Cela a permis de mieux répondre aux besoins des destinataires de la formation en tenant compte de leurs particularités et d'élever le niveau de l'innovation.

4. Dans la première moitié de la Décennie, la nature de l'alphabétisation a suscité des idées en constante évolution, qui ont enrichi le débat et éclairé la politique et la pratique. De récentes études soulignent l'importance des contextes sociaux et identifient les sources d'inégalités en matière d'alphabétisation. Elles montrent l'évolution des techniques d'alphabétisation, notion qui recouvre des aspects et des pratiques multiples sans se limiter à une dichotomie entre alphabétisés et

analphabètes. De plus, la notion d'environnement alphabète désigne les applications de l'alphabétisation en vue de nouvelles perspectives et d'une citoyenneté active, ce qui s'est traduit par un élargissement du domaine de la politique d'alphabétisation, lequel s'étend à la collaboration avec les producteurs et les utilisateurs de textes au quotidien, plutôt qu'avec les fournisseurs de programmes d'alphabétisation uniquement. Les notions d'alphabétisation suffisante et d'environnement alphabète sont marquées par l'évolution rapide des moyens de communication liée aux technologies numériques et à la mondialisation.

C. L'alphabétisation dans une perspective plus large

5. L'alphabétisation est indispensable si l'on veut réduire la pauvreté et réaliser tous les objectifs du Millénaire pour le développement; c'est, en effet, dans les pays les plus pauvres que le taux d'analphabétisme est le plus élevé. L'éducation est un élément important de la stratégie pour la réduction de la pauvreté, mais une étude portant sur 18 documents y relatifs a révélé que, dans la plupart des pays, les objectifs en matière d'éducation figuraient dans les plans, mais que l'alphabétisation des adultes et l'éducation non formelle y étaient à peine mentionnées. Bien que le taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans, garçons et filles, soit un indicateur de l'objectif 2, les liens entre l'alphabétisation et la réduction de la pauvreté n'ont pas été directement abordés.

6. L'alphabétisation est un outil fondamental pour toutes sortes d'apprentissage et constitue ainsi une constante dans les six objectifs assignés à l'éducation pour tous (EPT). Toutefois, l'objectif portant précisément sur l'alphabétisation des adultes (objectif 4) a été gravement négligé. Placée au centre du mouvement « éducation pour tous » durant toute la Décennie, l'alphabétisation pour tous a contribué à des modifications récentes de la politique applicable à celui-ci (amélioration de la qualité, pertinence et maintien des qualifications à la fois au niveau des systèmes éducatifs formels et non formels).

7. D'autres initiatives et plans éducatifs viennent à l'appui de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation en établissant une corrélation entre l'alphabétisation et d'autres aspects de l'apprentissage. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014) met l'accent sur la possibilité qu'a l'éducation d'influer sur nos valeurs, nos comportements et notre façon de vivre, autant d'éléments dont l'expression passe par l'alphabétisation. En 1997, la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes a placé l'alphabétisation dans une nouvelle optique d'éducation pour les adultes, étant entendu que nous ne pouvons faire face aux risques planétaires sans un civisme actif et éclairé. La sixième Conférence internationale aura lieu en mai 2009, au Brésil, avec pour thème central, une fois encore, l'alphabétisation.

II. Faits saillants de la première moitié de la Décennie

8. Cette section présente quelques éléments positifs et encourageants à retenir de la première moitié de la Décennie et indique les domaines dans lesquels des progrès seraient nécessaires.

9. La Décennie sert de cri de ralliement et symbolise un engagement international renouvelé en faveur de l'alphabétisation. Depuis que la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous : Répondre aux besoins éducatifs de base (1990) a entériné la conception élargie de l'éducation de base, qui a été réaffirmée dans les six objectifs de l'éducation pour tous adoptés au Forum mondial sur l'éducation, en 2000, la promotion de l'alphabétisation pour tous les groupes d'âge et dans le cadre d'une éducation de base de qualité est un engagement international formel. En lançant la Décennie, les pays du monde ont clairement exprimé leur volonté de faire de l'alphabétisation une priorité encore plus pressante et de favoriser l'intensification des efforts. À mi-parcours, la Décennie continue donc d'être une référence et un cadre permettant de rechercher plus fermement encore la concrétisation de l'idéal d'une « alphabétisation pour tous, fondement d'un apprentissage à vie et outil de renforcement des capacités des individus et des communautés ».

10. Ce nouvel engagement en faveur de l'alphabétisation a porté ses fruits grâce à l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir. Il s'agit d'un cadre stratégique mondial de collaboration visant à renforcer l'action menée en faveur de l'alphabétisation dans 35 pays qui ont un taux d'alphabétisation inférieur à 50 % ou une population comptant plus de 10 millions d'analphabètes parmi les adultes¹. Pris ensemble, ces pays totalisent 85 % des adultes fonctionnellement analphabètes dans le monde. Coordonnée par l'UNESCO à travers son Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie, cette initiative sert déjà de catalyseur efficace à la planification, au développement des capacités, à l'établissement de partenariats et à la mobilisation de nouveaux fonds pour l'alphabétisation.

11. Un certain nombre de pays ont pris des mesures importantes pour renforcer leurs politiques d'alphabétisation, lesquelles ont permis de diminuer sensiblement le nombre total d'analphabètes. Une réorientation stratégique plus marquée des politiques internationales de développement – notamment en faveur d'une croissance équitable, de la gouvernance et de l'inclusion sociale – a également contribué à accroître l'intérêt politique suscité par l'alphabétisation.

12. Une série de conférences régionales et sous-régionales sur l'alphabétisation a imprimé un nouvel élan, suscité de nouvelles politiques et renforcé les institutions. Dans un certain nombre de pays, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les politiques récentes ont davantage mis l'accent sur l'alphabétisation, ce qui s'est traduit dans certains cas par la création de nouveaux départements ministériels, une augmentation des crédits budgétaires et une meilleure coopération entre les départements. Cette évolution a été favorisée par une série de six conférences régionales organisées par l'UNESCO pour promouvoir l'alphabétisme universel². Ces rencontres font suite à l'initiative de la Première Dame des États-Unis d'Amérique, Laura Bush, qui, en sa qualité d'Ambassadrice honoraire pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, a organisé, en septembre 2006 à New York, la Conférence de la Maison Blanche sur l'alphabétisation dans le monde. De même, la Conférence régionale africaine de Bamako a, par exemple, suscité un

¹ Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Chine, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad et Yémen.

² Le document de synthèse de chacune des conférences est disponible sur le site Web : www.unesco.org/education/en/literacy/conferences.

engagement actif des Premières Dames du Burkina Faso, du Mali, du Mozambique et du Niger. Toutes les régions ont manifesté leur souhait de voir s'améliorer la collaboration régionale, ce qui indique que la seconde moitié de la Décennie devrait servir à établir les réseaux nécessaires à cette fin. Le recensement et la diffusion de pratiques optimales ont permis de mieux comprendre les éléments indispensables à la réalisation de programmes d'alphabétisation efficaces et encouragé la coopération Sud-Sud.

13. Des données plus précises permettront d'établir un programme de promotion de l'alphabétisation plus solide. Ainsi, on trouve dans les récentes éditions du Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous des informations et des analyses qui témoignent de l'importance et des bienfaits de l'alphabétisation et démontrent la nécessité de lui accorder une attention particulière aussi bien en termes de politiques que de ressources, et qui invitent la communauté internationale à relever ce défi comme il convient.

14. De meilleures méthodes d'évaluation et de suivi offrent un cadre plus favorable à la planification et à l'action. Les méthodes traditionnelles d'évaluation du niveau d'alphabétisme des populations ne génèrent pas de données fiables. À travers son programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation, l'Institut de statistique de l'UNESCO cherche à évaluer de manière plus complète et détaillée les niveaux actuels d'alphabétisme, en vue d'une meilleure compréhension du problème et des solutions qu'il appelle. Aux fins de l'alphabétisation, le système d'information pour la gestion de l'éducation non formelle établi par l'UNESCO a été introduit dans huit pays. Ce système permet aux pays d'établir une cartographie de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation, et de suivre et d'évaluer l'application de leurs programmes d'enseignement non scolaire, ainsi que de mesurer les progrès vers la réalisation de leurs objectifs en matière d'alphabétisation.

III. L'alphabétisation dans le monde aujourd'hui

15. Cette section présente les tendances qui se dégagent de la première moitié de la Décennie, s'agissant de l'évaluation des résultats obtenus tant du point de vue qualitatif que quantitatif et de l'évolution intervenue dans la théorie et la pratique de l'alphabétisation. L'analyse qui suit, menée à partir des statistiques disponibles sur le site Web de l'Institut de statistique de l'UNESCO (juin 2008)³, présente un tableau statistique détaillé. On y compare les périodes de 1985 à 1994 et de 2000 à 2006, afin de montrer les tendances susceptibles d'émerger dans le temps. Les données sont celles disponibles pour l'année la plus récente de la période indiquée.

A. Évolution des taux d'alphabétisation sur les plans mondial et régional

16. Le nombre d'adultes analphabètes ne cesse de diminuer : il est passé de 871 millions au cours de la période 1985-1994 à 774 millions au cours de la période suivante (2000-2006). Entre ces périodes, le taux mondial d'alphabétisme des adultes est passé de 76 % à 83,6 %, la progression la plus marquée ayant été observée dans les

³ <http://stats.uis.unesco.org/>.

pays en développement, où le taux est passé de 68 % à 79 %. Toutefois, ces chiffres ne rendent pas compte de la persistance d'énormes disparités régionales, nationales et locales concernant l'accès à l'alphabétisation selon le sexe, l'âge, l'origine ethnique, le lieu et la situation économique. Atteindre un niveau d'alphabétisme suffisant pour répondre aux besoins des sociétés contemporaines fondées sur le savoir demeure également un sujet de préoccupation dans les pays développés.

17. La répartition des 774 millions d'adultes analphabètes dans le monde revêt une importance particulière, car plus de 75 % d'entre eux vivent dans 15 pays seulement, dont le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Inde, le Nigéria et quatre autres pays fortement peuplés. Dans les zones de forte croissance démographique, l'augmentation du taux d'alphabétisme ne traduit pas nécessairement une diminution du nombre absolu d'adultes analphabètes, comme c'est le cas dans certains pays d'Afrique subsaharienne, où le nombre d'adultes analphabètes a augmenté, passant de 133 millions à environ 163 millions, et dans les États arabes où il est passé de 55 millions à 58 millions. Si, d'une manière générale, l'alphabétisation des jeunes a progressé dans toutes les régions plus rapidement que l'alphabétisation des adultes, certaines régions ont connu une hausse du nombre de jeunes analphabètes en raison de la forte croissance démographique et du faible taux d'achèvement de la scolarité.

18. Vu les données régionales (voir annexe), les plus fortes augmentations des taux d'alphabétisme entre les deux périodes ont été observées dans les États arabes et en Asie du Sud et de l'Ouest, où l'augmentation a été de 13,8 % et de 16,1 % respectivement contre 8,3 % en Afrique subsaharienne et 11 % dans les pays en développement en général. Bien que l'Amérique latine et les Caraïbes n'aient connu qu'une augmentation moyenne de 4 %, le taux d'alphabétisme dépassait 86 % déjà entre 1985 et 1994. D'énormes différences subsistent dans la région, le Guatemala n'ayant enregistré qu'une augmentation de 8,3 % entre les deux décennies (étant entendu qu'au cours de la première période, le taux d'alphabétisme se situait à 64 %), comparé à l'Argentine et l'Uruguay qui ont atteint un taux d'alphabétisme de plus de 95 % pour les deux périodes. Parmi les États arabes, les hausses les plus importantes en matière d'alphabétisation peuvent être observées en Égypte (27 %), en Algérie (25 %), au Koweït (18,8 %) et au Yémen (20 %). Fait significatif, bon nombre de ces pays avaient un très faible taux d'alphabétisme durant la période précédente (en Égypte, seulement 44,4 % de la population étaient alphabétisés pendant la période 1985-1994).

19. Selon les projections de l'Institut de statistique de l'UNESCO, la tendance mondiale à la hausse des taux d'alphabétisme ne se confirmera que modérément d'ici à 2015 (3,3 % entre 2000 et 2006); selon les projections actuelles, le taux mondial d'alphabétisme des adultes devrait atteindre 86,9 % environ en 2015. On peut notamment se réjouir de la réduction prévue du taux d'analphabétisme chez les femmes de 15 à 24 ans et de la diminution du nombre d'analphabètes, qui devrait passer de 76 à 50 millions. Toutefois, la proportion de femmes dans l'ensemble des adultes analphabètes ne devrait baisser que de 1 %. Dans la région d'Asie du Sud et de l'Ouest, le nombre d'analphabètes de 15 à 24 ans devrait diminuer d'un tiers environ, passant de 67 à 46 millions. Cependant, trois quarts des 127 pays pour lesquels il existe des projections n'atteindront pas l'objectif consistant à réduire de moitié le taux d'analphabétisme des adultes d'ici à 2015. À moins de progrès spectaculaires, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de l'Ouest et des États arabes risquent de ne pas atteindre cet objectif.

B. Programmes d'alphabétisation

1. Alphabétisation scolaire

20. L'analyse de l'efficacité des programmes scolaires d'alphabétisation ne peut être séparée des débats actuels sur la façon d'améliorer la qualité de l'éducation de base dans les pays en développement. L'enseignement primaire suscite des questions quant à sa qualité et à son utilité, notamment en raison des taux élevés d'abandon scolaire, de l'incapacité des écoliers à lire et écrire et à acquérir d'autres compétences et des problèmes qu'ils ont à trouver un emploi après avoir quitté l'école. L'alphabétisation est de plus en plus considérée comme un domaine particulièrement important du programme, car elle conduit à de bons résultats dans d'autres matières.

21. Divers programmes d'évaluation, dont le Programme international pour le suivi des acquis des élèves et l'Enquête sur les progrès de la compréhension de la lecture, les évaluations régionales, par exemple, le laboratoire latino-américain pour l'évaluation de la qualité de l'éducation, le consortium d'Afrique australe et orientale pour le suivi de la qualité de l'éducation et le programme d'analyse des systèmes éducatifs, et les évaluations nationales, comme le système d'évaluation de la qualité de l'éducation au Chili, et l'évaluation des progrès de l'éducation aux États-Unis, donnent une image de plus en plus détaillée du niveau de l'alphabétisation dans les écoles, tant dans les régions que dans les pays.

2. Alphabétisation non scolaire

22. Les programmes qui ont pour cible les jeunes adultes et les enfants non scolarisés se heurtent à une difficulté majeure, celle de connaître les raisons qui poussent les intéressés à abandonner l'école, notamment un horaire rigide, un programme inadapté, les frais encourus, l'ignorance de la langue d'enseignement et le sexisme. Des programmes de rattrapage ou de « seconde chance » ont été spécialement établis pour répondre aux besoins de ce groupe de jeunes, dans le but de leur fournir un moyen alternatif leur permettant d'acquérir les mêmes qualifications que celles offertes par le secteur formel. Ces programmes existent dans la plupart des pays. Ainsi, le programme commun du Gouvernement malgache et des Nations Unies en faveur de la promotion de l'éducation de base pour tous les enfants malgaches, mené sous l'égide de l'UNESCO, propose notamment une « école de la seconde chance » où le cycle primaire dure 10 mois plutôt que cinq ans.

3. Acquérir de nouvelles compétences

23. La nouvelle culture numérique a créé dans les pays développés un fossé, lequel est encore plus profond dans les pays en développement où les manuels et le matériel scolaire de base manquent déjà. Selon l'étude réalisée en 2008 dans le cadre du Programme sur les indicateurs de l'éducation dans le monde, intitulée *A View Inside Primary Schools*, dans 7 pays sur 11, la moitié des écoles primaires étaient dépourvues d'ordinateurs à l'usage des élèves et l'allocation des ressources variait largement d'une région à l'autre.

24. Dans le cadre de l'alphabétisation des adultes, le recours aux technologies de l'information et de la communication a été encouragé en raison de leur contenu et en tant que moyens d'améliorer l'enseignement. Au Viet Nam, les centres

d'enseignement communautaires et les écoles de formation pédagogique partagent par voie électronique leurs ressources et les techniques éprouvées dans le cadre des programmes d'alphabétisation. L'accès au téléphone mobile, qui a connu une croissance exponentielle, a permis aux adultes non alphabétisés d'utiliser des messages alphanumériques pour améliorer leurs conditions de vie; par exemple, au Bangladesh, les pêcheurs comparent les prix en envoyant des messages aux acheteurs éventuels. La télévision, la vidéo et les communications par radio continuent d'être d'importants moyens d'alphabétisation dans les zones reculées. En Égypte, le feuilleton télévisé *Alam Simsim* permet d'apprendre à lire et à calculer, d'améliorer la santé et l'hygiène et de protéger l'environnement.

C. Alphabétisation inclusive

25. L'alphabétisation inclusive ne consiste pas seulement à alphabétiser ou à scolariser effectivement certains groupes marginalisés, mais également à transformer la conception des rôles dévolus traditionnellement à l'homme et à la femme et à remédier aux inégalités socioéconomiques et politiques au sein des communautés et entre celles-ci. De nombreuses caractéristiques des groupes mentionnés plus loin se conjuguent pour aggraver la marginalisation, exacerbée souvent par les différences entre zones urbaines et zones rurales. Il est également préoccupant de constater que les analphabètes absolus risquent le plus de ne pas tirer profit des programmes d'alphabétisation, il faut donc d'urgence prêter attention à cette question.

1. Alphabétisation et parité

26. Le décalage est profond entre le discours sur l'alphabétisation et la parité dans les pays développés par rapport aux pays en développement. Dans les pays développés et certains pays à revenu intermédiaire, les enseignants sont préoccupés par le faible niveau d'instruction relatif des garçons dans les programmes d'alphabétisation scolaire. Par contre, dans les pays en développement, la politique est axée sur la marginalisation des femmes et des filles dans l'enseignement, comme l'indique l'écart entre les sexes dans les taux d'alphabétisation des adultes. La situation n'a guère changé dans les deux périodes (63 % des adultes non alphabétisés étaient des femmes pendant la période 1985-1994 contre 64 % pendant la période 2000-2006). Cependant, dans les deux cas, l'accent a été mis surtout sur les moyens de changer les structures, les programmes d'études et les méthodes pédagogiques pour que le groupe marginalisé (hommes ou femmes) participe beaucoup plus et rarement sur les moyens de faire en sorte que l'alphabétisation permette de remettre en question les hypothèses, pratiques et textes sexistes ou de sensibiliser les populations à ces questions.

27. À la suite des travaux de recherche révélant les corrélations entre alphabétisation des femmes et amélioration de la santé, de nombreux programmes d'alphabétisation ont ciblé spécifiquement les femmes en tant qu'épouses et mères et adopté une approche fondée sur l'alphabétisation fonctionnelle. Au Yémen, le programme d'alphabétisation et d'enseignement des compétences psychosociales des adultes comprenait l'alphabétisation et l'acquisition de compétences dans la production agricole, les services d'épargne et de prêt, la gestion de l'environnement, la santé maternelle et infantile (notamment la sensibilisation au VIH/sida), la participation à la vie politique et les droits de la femme. Dans le cadre d'une

approche de l'autonomisation de la femme fondée sur les droits fondamentaux, l'alphabétisation doit jouer un rôle important en soulignant les multiples fonctions qu'assument les femmes et en contribuant à une plus grande participation de celles-ci au développement socioéconomique et à la vie politique.

2. Alphabétisation et pauvreté

28. La pauvreté est étroitement liée aux taux élevés d'analphabétisme et d'inégalité entre les sexes. En Égypte, les taux d'analphabétisme des enfants pauvres sont deux fois plus élevés que ceux des autres enfants. Les incidences de la pauvreté sur l'alphabétisation transparaissent sous diverses formes. Par exemple, dans les programmes d'alphabétisation, les participants les plus pauvres abandonnent en cours d'études ou ne s'inscrivent pas, et les parents pauvres négligent en général leur propre éducation pour que leurs enfants puissent étudier. Au Malawi, à cause de la menace de famine de 2005-2006, les activités génératrices de revenu liées à l'alphabétisation fonctionnelle (par exemple, élevage de porcins) dans le cadre du programme d'autonomisation sociale et économique durable en vue de la réduction de la pauvreté ne pouvaient pas concurrencer la production vivrière. Il convient d'accorder une attention particulière à l'alphabétisation en milieu rural, où la plupart des adultes non alphabétisés du monde vivent et où il n'est pas souvent possible d'avoir accès à un enseignement de qualité ou d'être bien alphabétisé. Dans le même temps, il faut alphabétiser de plus en plus les populations pour promouvoir le développement rural. Il convient de citer les exemples suivants de bonnes pratiques : l'expansion du programme de santé communautaire en Afghanistan (programme REACH)/Vie et apprentissage qui a permis d'établir un lien entre l'alphabétisation et les services locaux, par exemple en formant des femmes qui assurent des services rémunérés d'agents de santé communautaire, ainsi que le Centre international de recherche et de formation pour l'éducation rurale en Chine.

3. Alphabétisation et langue

29. La possibilité d'apprendre dans sa propre langue et d'apprendre à parler une langue de grande communication est considérée comme un important droit de l'homme dans le Rapport du PNUD sur le développement humain, 2004, et permet aux populations de ne pas être exclues de l'éducation, de la vie politique et de l'accès à la justice.

30. Les ressources limitées allouées à l'alphabétisation ainsi que les incidences liées à l'élaboration ou à la traduction des documents didactiques dans les langues parlées par un groupe donné déterminent souvent le choix de la langue qui sera utilisée. En Afrique de l'Ouest, la plupart des premières publications en langue locale ont été lancées par des organisations non gouvernementales en collaboration avec des gouvernements. Dans les pays où de nombreuses langues sont parlées, comme aux Philippines et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les gouvernements se sont efforcés de veiller à ce que l'enseignement soit dispensé dans la langue maternelle.

4. Alphabétisation de groupes spécifiques

31. Les taux d'alphabétisation des groupes autochtones, des populations nomades, des enfants soldats, des enfants qui travaillent et des personnes adultes handicapées restent relativement bas dans nombre de pays. L'accès à l'alphabétisation permet à

ces personnes d'exercer l'un de leurs droits fondamentaux. Étant donné qu'elles continuent d'être exclues de l'enseignement de type classique, certains gouvernements ont élaboré un programme d'études adapté pour assurer leur intégration par l'enseignement non scolaire. Au Soudan, par exemple, le Gouvernement s'emploie à dispenser aux anciens enfants soldats un enseignement non scolaire afin de les réinsérer dans la société. Le nombre croissant de jeunes analphabètes ou semi-analphabètes est devenu un grave sujet de préoccupation. Par exemple, pour la période 1995-2004, selon les estimations, l'Asie du Sud-Ouest comptait 73 millions de jeunes de cette catégorie.

32. Les programmes d'alphabétisation dans le domaine du VIH/sida ont permis de lutter contre la discrimination et de lever les tabous : dans le cadre du programme REFLECT d'Orange Farm, en Afrique du Sud, certains membres testés pour le VIH ont révélé leur état sérologique aux autres et à leur famille. Dans les situations après les conflits et les catastrophes, les activités d'alphabétisation touchent des personnes qui n'ont pas eu la possibilité de poursuivre leurs études, comme par exemple le Programme accéléré de formation des jeunes en Iraq et l'accent mis par l'initiative LIFE sur les femmes afghanes.

IV. Principaux domaines d'action

33. La présente section aborde, dans quatre grandes rubriques, les principaux domaines d'action proposés dans le Plan d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation : politiques; conception et exécution de programmes; recherche et évaluation; et activités de plaidoyer en faveur de l'alphabétisation. Les questions liées au renforcement des capacités et à la participation communautaire sont considérées comme des questions intersectorielles.

A. Politiques

1. Politiques gouvernementales : formulation et tendances

34. Nombre de gouvernements ont pris l'initiative en élaborant des politiques efficaces d'alphabétisation, par exemple, en analysant leur situation dans ce domaine et en intégrant l'alphabétisation des adultes dans les plans d'éducation et les stratégies de réduction de la pauvreté. La suite donnée à l'initiative LIFE illustre l'engagement pris par nombre de pays en ce qui concerne l'alphabétisation.

35. Certains pays ont exprimé une forte volonté politique en faveur de l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Il s'agit notamment de pays qui ont lancé des campagnes nationales d'alphabétisation au cours de la première moitié de la Décennie, dont le Nigéria, l'Inde et le Venezuela, alors que la politique constamment suivie par la Chine ces 15 dernières années a permis d'alphabétiser plus de 90 millions de personnes. Dans les pays participant aux initiatives de la Décennie [par exemple, les conférences régionales sur l'alphabétisation de l'UNESCO en faveur de l'alphabétisation dans le monde, l'initiative LIFE et le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP)], l'alphabétisation figure maintenant en bonne place dans les priorités nationales.

36. En 2004, le Maroc a adopté une stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation extrascolaire, dans le cadre d'une vision intégrée de l'alphabétisation,

du développement et de la réduction de la pauvreté, et en 2005, le Niger a pris un décret ministériel en vue de l'élaboration d'une nouvelle politique d'éducation extrascolaire qui comprend l'alphabétisation des adultes. La Mauritanie a intégré sa stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme dans un plan de travail opérationnel en 2006, lié à la stratégie de réduction de la pauvreté. En Gambie, l'alphabétisation des adultes a été intégrée dans la politique d'éducation et le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

37. Des changements d'orientation similaires ont été constatés dans nombre de pays d'Asie du Sud et de l'Ouest, en particulier en Inde et au Bangladesh, où de nouvelles initiatives en matière d'alphabétisation ont été intégrées dans le cadre général de mise en valeur des ressources humaines. La création de centres communautaires d'enseignement en Inde et en Afghanistan, d'écoles communautaires d'enseignement de base non scolaires au Pakistan, de centres d'enseignement de base non scolaires et de centres d'alphabétisation de masse au Bangladesh illustre cette tendance. L'Inde a encore renforcé cette politique en lançant une campagne visant à réduire l'analphabétisme résiduel en le ramenant à environ 36 millions d'analphabètes entre 2005 et 2007.

38. Parmi les autres exemples de cette volonté politique marquée, il convient de citer le Malawi (politique nationale d'alphabétisation révisée), le Sénégal (triplément du budget et création d'un nouveau site Web sur l'alphabétisation), le Bénin (intégration poussée des actions en matière d'alphabétisation dans le cadre des plans pour l'éducation pour tous), le Mali et le Burkina Faso (groupe de travail national pour mobiliser des fonds), et cinq autres pays de l'initiative LIFE (Niger, Égypte, Maroc, Bangladesh et Pakistan), ainsi que huit pays (Haïti, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Maroc, Bangladesh et Pakistan) qui ont élaboré des plans d'action nationaux.

39. À la faveur de la réunion régionale sur la mise en œuvre de l'initiative LIFE tenue à Maputo en 2004, l'Union africaine a montré qu'elle était plus résolue que jamais à promouvoir l'alphabétisation des adultes et qu'elle envisageait d'élaborer une charte africaine de l'alphabétisation et des langues. La coopération Sud-Sud se développe à cet égard, comme en témoignent notamment l'appui que le Brésil apporte au renforcement des capacités en Haïti et dans les pays africains lusophones ainsi que l'assistance technique que Cuba apporte à de nombreux pays d'Amérique latine et au-delà.

40. En général, l'attention accordée à l'alphabétisation dans les rapports mondiaux de suivi sur l'éducation pour tous en 2006 et 2008, les initiatives telles que LIFE et les conférences régionales ont eu des incidences positives sur la formulation des politiques. L'un des principaux problèmes réside dans le fait que l'accent mis dans les politiques sur les objectifs du Millénaire pour le développement a conduit nombre de gouvernements et d'organismes donateurs à privilégier l'enseignement primaire universel par rapport à leurs engagements généraux concernant l'éducation pour tous, notamment l'alphabétisation des adultes. En fait, pour nombre de gouvernements et d'organismes donateurs, l'enseignement primaire est le meilleur moyen d'accroître le niveau d'alphabétisation. Cette logique est explicitement détaillée dans nombre de documents d'orientation, mais n'est pas souvent assortie de modélisation ni d'analyse suffisantes. Par conséquent, un faible niveau d'alphabétisation des adultes ne se traduit pas automatiquement par une plus forte volonté politique dans ce domaine.

41. Le programme LIFE encourage les gouvernements à faire preuve d'une plus ferme volonté politique à l'échelon national et international, notamment à élaborer des profils de pays, à évaluer les besoins, à renforcer les capacités en matière d'alphabétisation et à promouvoir le développement institutionnel en vue de la conception, de la gestion et de l'exécution des programmes. Plusieurs ministères s'occupant souvent de l'alphabétisation au niveau national, les ministères doivent évidemment coopérer et collaborer plus étroitement.

42. En 2007, l'UNESCO a favorisé la réalisation d'études régionales sur la participation des organisations de la société civile à la formulation des politiques d'éducation pour tous, par le biais de la Consultation collective des organisations non gouvernementales sur l'éducation pour tous. Ces études ont montré que les partenariats entre la société civile et les gouvernements se sont beaucoup développés. Par exemple, le ministère chargé de l'alphabétisation au Maroc a signé 345 accords avec des organisations non gouvernementales en 2006. Le rapport concernant l'étude de la Consultation collective des organisations de la société civile sur l'éducation pour tous en Asie et dans le Pacifique, intéressant 11 coalitions d'organisations de la société civile, a montré que celles-ci participaient à la formulation des politiques à des degrés divers et qu'elles réussissaient à donner plus de visibilité à l'alphabétisation et à l'enseignement non scolaire, comme c'est le cas par exemple au Bangladesh, en Inde, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Philippines.

2. Politiques des institutions multilatérales et des donateurs

43. Dans le système multilatéral, l'appui à l'alphabétisation des jeunes et des adultes figure dans le mandat respectif de chaque organisme. Cependant, les priorités des organismes ne reflètent pas bien l'orientation de la Décennie. L'UNESCO, en tant qu'institution spécialisée pour l'éducation et coordonnatrice de la Décennie, a lancé trois programmes dans le cadre de la Décennie : l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE), le Programme de suivi et d'évaluation de l'alphabétisation (LAMP), le Système d'information sur la gestion de l'enseignement non scolaire, qui sont tous présentés en détail dans les autres parties du présent rapport. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) s'intéresse particulièrement à l'alphabétisation des femmes et au rôle qu'il doit jouer pour leur permettre d'accéder à l'information et à l'enseignement sur la santé en matière de procréation, alors que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) appuie les programmes d'alphabétisation des femmes adultes et, dans certains cadres, des programmes non traditionnels d'équivalence pour les adolescents non scolarisés, consistant notamment à leur apprendre à lire, à écrire et à compter. Le Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met l'accent sur les populations rurales et encourage l'alphabétisation des paysans et des pêcheurs, et l'acquisition de compétences techniques de base. En ce qui concerne l'éducation des enfants et adultes réfugiés, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) facilite l'accès des réfugiés au système d'enseignement local, par exemple dans les centres urbains, et coopère avec les organisations non gouvernementales à la réalisation de programmes d'éducation des adultes et de programmes d'éducation dans les camps de réfugiés. La Banque mondiale est l'organisme extérieur qui finance le plus l'éducation, en mettant l'accent sur l'éducation pour tous. Elle participe moins à l'alphabétisation des jeunes et des adultes, et a pris quelques engagements en se fondant sur le rôle

fondamental que joue l'alphabétisation des adultes dans le développement de l'enseignement primaire, la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Elle a ainsi financé récemment des programmes d'alphabétisation des adultes, notamment au Sénégal, au Chili, en Gambie et dans d'autres pays, ainsi que des activités d'enseignement non scolaire en Iraq.

44. D'autres organismes, tels que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation internationale du Travail (OIT), mènent également des activités dans lesquelles l'alphabétisation joue un rôle en permettant d'accéder à l'information et en offrant des possibilités de travail. La création de réseaux et de partenariats plus solides qui tirent parti de ces avantages comparatifs permettront d'atteindre les objectifs de la Décennie.

45. Les organismes donateurs intègrent l'alphabétisation à des degrés divers dans leurs politiques concernant l'aide à l'éducation. Dans ses documents directifs, l'Agency for International Development des États-Unis (USAID) a vivement préconisé d'investir dans l'alphabétisation. Il convient également de citer, à cet égard, des initiatives majeures comme le budget d'appui à l'éducation adopté par le Congrès en 2008 pour un certain nombre d'initiatives importantes dans les pays en développement. De même, la politique de l'Agence suédoise pour le développement international consiste notamment à aider les gouvernements à réaliser des programmes d'enseignement et d'éducation de base des adultes, qui se fondent sur une volonté politique manifeste au niveau national. En 2007, l'Organisation des États américains a formulé une politique énergique de promotion de l'alphabétisation universelle dans toute la région. L'Espagne s'est engagée à appuyer le plan ibéro-américain d'alphabétisation, qui fait également partie de la politique éducative de l'Organisation des États ibéro-américains. La Commission européenne⁴ a de nouveau souligné qu'il fallait promouvoir l'alphabétisation des adultes, et prié ses États membres de développer une culture de la formation permanente, mais cette approche ne transparaît pas encore dans sa politique de coopération internationale.

46. Il convient aussi de reconnaître le rôle important que jouent les organisations de sensibilisation en influant sur les décideurs. Il s'agit notamment de la Campagne mondiale pour l'éducation, qui a permis dans une large mesure d'élaborer des critères internationaux sur l'alphabétisation des adultes⁵, et du Centre de coopération régionale pour l'éducation des adultes en Amérique latine et les Caraïbes.

B. Conception et réalisation des programmes

1. Réalisation de programmes de qualité

47. Les modes de conception et d'exécution et les méthodes pédagogiques ont été améliorés, ce qui a permis de répondre dans une certaine mesure aux préoccupations des donateurs et autres qui souhaitent que les programmes d'alphabétisation soient

⁴ Résolution du Parlement européen, en date du 16 janvier 2008, « Éducation et formation des adultes : il n'est jamais trop tard pour apprendre ».

⁵ *Writing the Wrongs: International Benchmarks on Adult Literacy*, Actionaid International and Global Campaign for Education, novembre 2005.

mieux exécutés et gérés. La mise en œuvre des programmes a été facilitée par une meilleure connaissance de la diversité et du contexte de l'alphabétisation.

48. Au cours de la conception et de l'élaboration des programmes, le principal problème consiste à amplifier les prestations, tout en adaptant les systèmes de gestion, la teneur, les méthodes pédagogiques et le matériel didactique pour tenir compte des divers contextes et besoins. Les diverses méthodes et approches utilisées dans l'alphabétisation sont des points forts, répondant aux divers contextes et groupes de population. Dans la première moitié de la Décennie, il est de plus en plus reconnu qu'il faut établir un lien direct entre l'alphabétisation et l'utilisation des connaissances acquises dans la vie de tous les jours, en utilisant des textes s'inspirant de scènes de la vie courante et du matériel produit par les apprenants. Les technologies de l'information et des communications ont permis de transformer les méthodes d'élaboration de documents didactiques, de modifier rapidement les documents pour les adapter aux besoins des divers contextes culturels et linguistiques.

49. Au cours de la première moitié de la Décennie, de nombreuses innovations ont été apportées aux méthodes pédagogiques utilisées dans l'alphabétisation. « L'alphabétisation initiale » comprend des approches fondées sur l'acquisition des notions de base, l'alphabétisation familiale, avec notamment le programme Reading with Children de Save the Children US (par exemple au Pakistan, au Bangladesh et en Afghanistan), la méthode *Yo si puedo* dans certains pays d'Amérique latine et d'autres régions, les approches fondées sur l'alphabétisation communautaire et l'alphabétisation sociale (par exemple en Inde et au Népal), REFLECT (dans 55 pays au moins), les approches fondées sur la méthode « enseignement mutuel » de Laubach (Bangladesh), l'alphabétisation critique et l'alphabétisation juridique (Écosse, Inde, Népal, Nigeria et Sierra Leone), et l'alphabétisation interculturelle et multilingue (par exemple en Bolivie, en Équateur, au Mexique, au Paraguay, au Pérou, aux Philippines, au Sénégal et en Afrique du Sud). Certaines approches prennent la forme d'une campagne, alors que d'autres reposent sur des programmes nationaux ou des initiatives communautaires. Certaines approches comprennent l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de méthodes spécialement mises au point pour des personnes handicapées, des personnes ayant des difficultés d'apprentissage ou souffrant de dyslexie. Les programmes familiaux et intergénérationnels ont été menés à bien, par exemple, au Pakistan, en Turquie et aux États-Unis.

50. Dans de nombreux programmes d'alphabétisation, le matériel normalisé et les méthodes centralisées font de plus en plus place à des approches plus localisées. Comme innovation, on peut citer les cours de plus courte durée sur des thèmes précis, les camps d'alphabétisation, l'enseignement sur place lié à des activités socioéconomiques et la formation professionnelle ainsi que des cours de plus longue durée dans le cadre de cours « après alphabétisation » et des centres d'éducation communautaire.

2. Matériel didactique et nouvelles technologies

51. Les nouvelles technologies de l'information permettent d'adopter des méthodes plus localisées et plus souples d'élaboration de matériel, notamment du matériel adapté aux divers groupes culturels et linguistiques. Cela est d'autant plus important que pour la « formation initiale » d'apprenants « absolument »

analphabètes, il faut adopter une méthode pédagogique plus structurée. Au Soudan et au Vanuatu, par exemple, les organisations non gouvernementales se sont employées à trouver des solutions au manque de livres de lecture.

52. Le matériel didactique créé par l'élève peut être maintenant rapidement édité, reproduit en utilisant un logiciel et traduit dans les langues locales ou présenté en format bilingue. Il convient de citer à cet égard, par exemple, les documents sur CD au Népal, qui ont permis l'adaptation locale aux variations linguistiques et culturelles, et REFLECT, où la production participative de documents fait partie intégrante de la méthode.

C. Recherche et évaluation

53. Au cours de la première moitié de la Décennie, l'importance de la recherche a été reconnue; celle-ci joue un rôle important dans l'alphabétisation des adultes et dans l'identification des besoins et des aspirations en matière d'alphabétisation, en permettant d'élaborer des programmes, d'améliorer la qualité et de montrer les avantages.

1. Recherche

54. Outre les problèmes financiers, un autre problème important pour la mise en œuvre de la Décennie consiste à renforcer les capacités de recherche pour améliorer l'efficacité des programmes d'alphabétisation. Malheureusement, les investissements manquent dans le domaine de la recherche sur l'alphabétisation des adultes, et la collaboration est insuffisante entre les départements universitaires et les prestataires de services d'alphabétisation. Certaines des questions les plus pressantes pour la recherche sont notamment l'évaluation au niveau national, la recherche sur les emplois et l'impact de l'alphabétisation; les réponses à la diversité linguistique et l'environnement changeant de l'alphabétisation, notamment la culture numérique et les technologies de l'information et des communications; et les coûts et avantages liés à l'amélioration de la qualité des programmes. Il est également possible de créer des synergies entre la recherche sur l'éducation des enfants et l'alphabétisation des adultes (par exemple, les avantages intergénérationnels).

55. Pendant la première moitié de la Décennie, l'application de la recherche qualitative aux programmes d'alphabétisation a connu des améliorations notables, dont l'intégration de la recherche ethnographique dans la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes. Il convient de noter deux faits importants dans ce domaine: premièrement, les programmes d'alphabétisation reposent de plus en plus sur la reconnaissance des divers emplois sociaux de l'alphabétisation, notamment les divers caractères et langues; deuxièmement, l'intégration de méthodes de recherche fondées sur l'ethnographie et la participation est, reconnaît-on, un élément caractéristique de bonne pratique.

56. Bien que de nombreux pays ayant un faible taux d'analphabétisme des adultes disposent de moyens importants en matière de recherche, ceux qui ont des taux élevés d'analphabétisme des adultes ont souvent des institutions et des capacités trop faibles pour entreprendre les travaux de recherche nécessaires sur l'alphabétisation. Pour atteindre les objectifs de la Décennie, il faut consacrer d'importants investissements aux travaux de recherche sur l'alphabétisation, et

notamment assurer le financement d'importants programmes de recherche et du développement institutionnel à long terme pour renforcer les capacités de recherche aux échelons national, régional et international.

2. Évaluation et suivi

57. Il est établi que le nombre d'années d'études n'est pas un indicateur fiable du niveau d'instruction. L'amélioration de l'évaluation de l'alphabétisation permettra de mieux faire l'état des lieux et d'analyser le niveau d'alphabétisation d'une population donnée ainsi que les besoins dans ce domaine. Pour ce faire, il faut améliorer la qualité des données et étendre le champ d'application de l'évaluation de l'alphabétisation.

58. Pour l'évaluation quantitative du niveau d'alphabétisation des populations, les tests « d'évaluation directe » remplacent sans cesse « l'évaluation effectuée par le personnel » et le recours aux données de recensement; cela permet d'analyser les capacités et les inégalités en matière d'alphabétisation en fournissant des informations sur les « niveaux d'alphabétisation ».

59. Dans cette optique, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) élabore actuellement un programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), une évaluation de l'alphabétisation à l'ère de l'informatique, qui se définit comme l'intérêt, l'attitude et la capacité des personnes à utiliser comme il convient les instruments socioculturels, notamment les moyens informatiques pour gérer, intégrer et évaluer l'information, et accéder à celle-ci, élaborer de nouvelles connaissances et communiquer avec les autres. Il sera opérationnel en 2011 et mettra l'accent principalement sur les États membres de l'OCDE. Il s'appuie sur l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, la plus importante enquête comparative concernant l'alphabétisation des adultes jamais entreprise (1994, 1996 et 1998), et sur l'Enquête sur l'alphabétisation et l'autonomie fonctionnelle des adultes.

60. Au niveau national, plusieurs États, notamment l'Autriche, la Chine, les États-Unis, la France et le Kenya ont mené leurs propres études. Le Kenya s'est inspiré de la méthode utilisée par LAMP (voir plus loin) en adoptant dans son étude une approche novatrice pour déterminer plus précisément les niveaux effectifs d'alphabétisation.

61. L'UNESCO élabore actuellement de nouvelles méthodes d'évaluation de l'alphabétisation des adultes dans le cadre du LAMP. Cette méthode, élaborée par l'Institut de statistique de l'UNESCO, est mise à l'essai dans six pays (El Salvador, Kenya, Maroc, Mongolie, Niger et territoires palestiniens occupés) pour évaluer de façon plus complète et précise les niveaux actuels d'alphabétisation des populations, afin de mieux analyser le problème et de prendre des mesures plus ciblées, et pour renforcer les capacités nationales d'évaluation.

62. L'UNESCO a élaboré les systèmes d'information de gestion de l'enseignement non scolaire compte tenu de la nécessité de fournir des données sur les programmes d'enseignement non scolaire au niveau national. Ces systèmes doivent fournir aux décideurs des données fiables et pertinentes en temps voulu pour leur permettre de prendre des décisions judicieuses, de mieux planifier et d'améliorer le suivi. Pour ce faire, il convient de renforcer les capacités et de créer une culture du suivi.

D. Plaidoyer en faveur de l'alphabétisation

63. L'Assemblée générale a chargé l'UNESCO d'assurer, en jouant un rôle de moteur et de catalyseur, la coordination des activités qui seront menées au niveau international dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation⁶. Dans le cadre du mouvement international en faveur de l'éducation pour tous, le Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous, le principal mécanisme chargé de susciter la volonté politique nécessaire, a examiné l'alphabétisation, son thème pour 2005, mais n'a pas recommandé de mesures spécifiques pour intensifier les efforts et les investissements dans ce domaine.

64. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous a régulièrement fait état des progrès accomplis en matière d'alphabétisation, des efforts étant faits pour améliorer la qualité des données et pour suivre de près la réalisation du quatrième objectif de l'éducation pour tous : accroître le taux d'alphabétisation des adultes de 50 % d'ici à 2015. Chaque année, ce rapport présente un ensemble détaillé et de plus en plus ventilé de statistiques sur l'alphabétisation, des indications montrant dans quelle mesure l'objectif de l'éducation pour tous sera probablement atteint. Ces statistiques ont conduit les auteurs du rapport à qualifier l'absence de progrès dans le domaine de l'alphabétisation de « honte » et de « scandale », situation qu'il faudra examiner pendant la seconde partie de la Décennie.

65. Pour montrer les emplois multiples et l'intérêt de l'alphabétisation, la Décennie a adopté cinq thèmes biennaux, qui ont servi de thème aux efforts particuliers de sensibilisation : alphabétisation et parité (2003-2004), alphabétisation et développement durable (2005-2006), alphabétisation et santé (2007-2008), alphabétisation et autonomisation (2009-2010) et alphabétisation et paix (2011-2012).

66. En ce qui concerne la société civile, le plaidoyer en faveur de l'alphabétisation a connu une avancée en février 2007 quand les participants à l'Atelier de haut niveau sur l'alphabétisation des adultes, tenu à Abuja, ont lancé un appel à l'action en faveur d'une approche de la planification de l'alphabétisation fondée sur des critères permettant de mener des activités de plaidoyer plus ciblées en vue de l'alphabétisation et de renforcer les partenariats. En 2009, la Campagne mondiale pour l'éducation adoptera comme thème de la semaine d'action mondiale l'alphabétisation des adultes.

1. Prix internationaux d'alphabétisation

67. Par ses trois prix internationaux d'alphabétisation, l'UNESCO récompense les efforts remarquables faits dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation non scolaire dans le monde. Ce sont le prix de l'Association internationale pour la lecture, le prix Roi Sejong offert par le Gouvernement de la République de Corée et le prix Confucius offert par la Chine. Depuis le début de la Décennie, ces prix prestigieux ont été remis à des projets et programmes d'alphabétisation, réalisés par des gouvernements et des organisations non gouvernementales, remarquables par leur excellente qualité et l'innovation à l'échelon national ou ayant une plus large assise. Les lauréats viennent principalement des pays en développement; depuis le début de la Décennie en 2003, les pays suivants ont été honorés pour leurs efforts :

⁶ Voir résolution 56/116.

Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Chine, Cuba, Espagne, États-Unis d'Amérique, Inde, Maroc, Maurice, Mozambique, Nigéria, Pakistan, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan et Turquie.

2. Journée internationale de l'alphabétisation

68. La Journée internationale de l'alphabétisation est célébrée chaque année le 8 septembre. À cette occasion, la communauté internationale fait le point de la situation mondiale en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes, attirant ainsi l'attention du monde entier sur cet objectif négligé. Chaque année, les gouvernements, la société civile et la communauté internationale axent ainsi leurs activités de sensibilisation sur un thème particulier, adopté pour une période de deux ans. En célébration de la Journée internationale, les prix internationaux d'alphabétisation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sont décernés lors d'une cérémonie publique souvent tenue au siège de cette organisation, à Paris.

V. Financement de l'alphabétisation des adultes

A. Financement des programmes d'alphabétisation

69. Les signes actuels d'augmentation du financement consacré à l'alphabétisation des jeunes et des adultes ne sauraient dissimuler la négligence relative qui a marqué la première moitié de la Décennie. Dans le domaine de l'alphabétisation, les enjeux ne sont pas que financiers mais l'absence de financement suffisant reste le principal obstacle au progrès. Ce problème a des incidences sur le coût des programmes et ne permet pas d'accroître les investissements institutionnels en faveur de la qualité des programmes, de l'innovation, de la durabilité et de la recherche.

B. Sources de financement

1. Financements publics

70. L'engagement financier des États est la principale source de financement des activités d'alphabétisation, c'est également un mode de financement plus facile à pérenniser et à intégrer aux programmes d'éducation nationaux. Bien que l'appui financier fourni à l'éducation de base par les gouvernements ait augmenté, la priorité a été donnée à la réalisation de l'enseignement primaire universel. Du fait de la corrélation entre l'alphabétisation des adultes et les autres objectifs de l'éducation pour tous, ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement, l'absence d'engagements financiers en faveur de l'alphabétisation réduit les possibilités de réaliser les autres objectifs. Il ressort de l'enquête menée pour ce rapport que, pour de nombreux organismes publics et membres de la société civile qui œuvrent pour l'alphabétisation, le manque de financement est une préoccupation majeure.

71. De nombreux pays ne consacrent pas plus de 1 % du budget d'éducation national à l'alphabétisation des adultes. Lors de l'atelier international tenu à Abuja en 2007 et dans le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir 2005-2015, les organisations non gouvernementales Campagne mondiale pour

l'éducation et ActionAid International ont fait campagne afin qu'un minimum de 3 % des budgets alloués à l'éducation soit consacré à l'alphabétisation des adultes.

72. De nombreux pays à revenu moyen sont en mesure de financer l'alphabétisation des adultes. Certains d'entre eux, dont le Brésil, la Chine et l'Inde, comptent un grand nombre d'analphabètes fonctionnels parmi les jeunes et les adultes. L'Inde a augmenté ses dépenses consacrées à l'alphabétisation des adultes de 50 % en 2008-2009 et s'apprête à tripler son budget dans ce domaine. Au cours des cinq premières années de la Décennie, plusieurs pays participant à l'Initiative pour l'alphabétisation ont augmenté leur budget alloué à l'alphabétisation. Ainsi, le Burkina Faso a augmenté de 1 % à 7 % la part du financement de l'éducation consacrée à l'alphabétisation; au Sénégal, cette proportion est passée de 1 % à 3 %; et, au Mali, le budget alloué à l'alphabétisation est passé de 500 millions à 4 milliards de francs CFA⁷. Plusieurs pays ont créé des fonds nationaux pour l'alphabétisation ouverts aux bailleurs de fonds et ont intégré l'alphabétisation des adultes aux programmes d'éducation nationaux.

73. Le manque de capacités freine gravement la progression de l'alphabétisation. L'absence d'engagements financiers a trois raisons : les contraintes budgétaires, les contraintes techniques (notamment en matière d'évaluation et de planification financière) et un contexte politique défavorable.

2. Financement provenant des organisations bilatérales et multilatérales

74. Pendant la première moitié de la Décennie, la politique des donateurs a surtout favorisé l'enseignement primaire universel, ce qui a freiné la réalisation des objectifs de la Décennie. Cela apparaît particulièrement clairement s'agissant de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, dans le cadre de laquelle, jusqu'à présent, en dehors de l'enseignement primaire universel, les objectifs de l'éducation pour tous ont reçu des financements insuffisants. Toutefois, le bilan n'est pas entièrement négatif. L'Initiative pour l'alphabétisation a aidé à mobiliser des fonds auprès d'organismes bilatéraux et multilatéraux pour remédier au déficit de financement et financer une vaste campagne d'alphabétisation (notamment en Afghanistan, en Mauritanie, au Niger et en Papouasie-Nouvelle-Guinée). Par l'intermédiaire de l'UNESCO, l'Afghanistan reçoit une aide de 13 millions de dollars que le Japon fournit afin d'améliorer l'alphabétisation et dont bénéficieront 600 000 jeunes et adultes analphabètes. Au Bénin et au Burkina Faso, les pouvoirs publics ont instamment sollicité auprès de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous un financement destiné à l'alphabétisation, qui leur a été fourni.

75. On compte également de nombreux exemples de coopération fructueuse entre des organismes bilatéraux et multilatéraux et des pays en vue de renforcer les capacités et les mesures institutionnelles, tels que l'appui apporté par l'Union européenne à la Mauritanie, par la Suisse au Burkina Faso et par le Japon à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'Agence espagnole de coopération internationale (AECI) finance des programmes d'alphabétisation des adultes en République dominicaine, en El Salvador, en Haïti, au Honduras, au Nicaragua, au Paraguay et au Pérou. Ayant adopté une approche sectorielle et formulé, en 2001, un slogan selon lequel renforcer l'alphabétisation des adultes encourage les parents à

⁷ Voir www.unesco.org/uii.

scolariser leurs enfants, le Ministère britannique du développement international alloue des fonds et fournit un soutien régulier à l'alphabétisation dans le cadre de programmes menés en Ouganda, au Yémen, en Inde et en Chine. Il a également formulé des engagements spécifiques en faveur de l'amélioration de l'alphabétisation en Asie du Sud. L'Agency for International Development des États-Unis (USAID) a financé l'alphabétisation des adultes et des familles et l'éducation non formelle, notamment dans le cadre de programmes menés en Afghanistan, au Pakistan et au Kosovo.

76. L'appui financier des organisations donatrices bilatérales et multilatérales pâtit d'importantes limitations et défaillances. Elles sont dues aux facteurs suivants :

a) D'une manière générale, le volume de l'aide financière a été très insuffisant face aux défis en matière d'alphabétisation des adultes à relever pendant la Décennie;

b) Les capacités et mécanismes institutionnels ne facilitent généralement pas l'affectation de fonds aux activités d'alphabétisation des adultes, ainsi qu'il est très clairement apparu dans le cadre de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous;

c) L'engagement en faveur de l'alphabétisation manque souvent de vigueur.

3. Société civile et sources de financement privées

77. Selon une enquête menée par l'UNESCO en 2008 auprès des organisations de la société civile, moins de la moitié d'entre elles recevait des fonds des pouvoirs publics. La plupart de ces organisations comptaient sur plusieurs sources de financement, dont des organisations donatrices internationales. Nombre d'entre elles ont estimé que la difficulté à se procurer des fonds était un obstacle, l'un des problèmes cités étant la continuité du financement et l'insuffisance des fonds ciblant des besoins précis.

78. Les organisations privées (sociétés multinationales, fondations philanthropiques, donateurs privés, organisations religieuses, groupes et individus donateurs) représentent une importante source supplémentaire de financement des programmes d'alphabétisation; toutefois, on dispose de peu de chiffres qui permettraient de mesurer l'ampleur de leur contribution.

C. Coût des programmes d'alphabétisation de qualité

79. Au cours de la première moitié de la Décennie, des progrès ont été enregistrés dans l'estimation du coût des programmes d'alphabétisation, grâce à un consensus de plus en plus large (fondé sur les résultats d'études relatives à l'action internationale dans ce domaine) autour du prix unitaire de ces programmes, chiffré de 50 à 100 dollars par apprenant et par an, une qualité et des résultats meilleurs ayant un coût plus élevé.

80. Toutefois, la prudence s'impose lors de la comparaison des coûts en raison des différences entre les services prévus ou exclus et les résultats qu'il est raisonnable d'escompter, ainsi qu'il ressort des études menées dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Brésil, le Burkina Faso, le Ghana, l'Indonésie, la Namibie, l'Ouganda, le Sénégal, la Somalie et la Turquie. Selon les recherches menées au

Brésil, le coût des programmes va de 40 à 182 dollars, en sachant que de faibles coûts signifient qu'il est difficile, dans le cadre de ces programmes, de respecter les normes relatives à la prestation des services, notamment pour ce qui est des heures d'enseignement. Chiffrer le coût des programmes à 50-100 dollars par apprenant signifie probablement que le coût des ressources humaines et du renforcement des institutions est sous-estimé, notamment la formation initiale et en cours d'emploi, le perfectionnement professionnel, les capacités de recherche, les locaux et l'équipement, autant de domaines qui ne peuvent être négligés sans porter atteinte à la qualité. Le développement des capacités dans tous les domaines de l'alphabétisation est l'un des éléments qu'il importe le plus de financer plus généreusement.

81. Le coût de l'analphabétisme, bien qu'il n'ait pas encore fait l'objet d'une analyse complète⁸, doit être pris en compte lors de l'évaluation du coût des programmes d'alphabétisation – l'inactivité et les problèmes d'exécution peuvent avoir un coût équivalent aux investissements demandés.

82. Dans le domaine de l'alphabétisation, les besoins fluctuent. Ils changent et évoluent (en fonction des nouvelles technologies, des langues et du contexte économique) et nécessitent donc un investissement régulier. Il faudrait donc que l'engagement financier visant la réalisation du quatrième objectif de l'initiative intitulée « Éducation pour tous » allie des efforts immédiats visant la réalisation de l'objectif en question à un financement régulier et à longue échéance des programmes d'alphabétisation (notamment le renforcement des capacités institutionnelles et de recherche et la création de mécanismes de soutien budgétaire). En effet, l'alphabétisation doit faire l'objet d'un engagement constant car il s'agit d'un droit de l'homme et d'une étape essentielle du développement humain.

83. On estime qu'il faudrait consacrer au moins 2,5 milliards de dollars par an à l'alphabétisation des adultes, notamment sous forme d'investissements réalisés par les pouvoirs publics et les organisations donatrices.

VI. Perspectives d'avenir

84. Il faut élaborer un nouveau programme d'action afin d'aller plus loin dans l'alphabétisation, un programme qui placera résolument l'alphabétisation au cœur du droit à l'éducation et des objectifs en matière de développement durable. L'alphabétisation figure toujours parmi les conditions requises pour permettre à chacun de réaliser pleinement son potentiel, d'acquérir les connaissances nécessaires à la croissance et au changement et à la communication au sein des cultures et entre elles et l'accès aux avantages socioéconomiques. Elle a une importance à l'échelon tant mondial que local, un apprentissage et une mise en pratique réussie à l'échelon local ouvrant également sur des horizons mondiaux. Dans les sociétés actuelles, où la connaissance et le traitement de l'information jouent de plus en plus sur la mobilité sociale et le progrès économique, l'apprentissage tout au long de la vie est la norme et l'alphabétisation une condition préalable incontournable.

⁸ Des études sur cette question ont été menées aux Pays-Bas et en Suisse. Une autre étude est en cours (2008) en Amérique latine.

85. Le programme pour l'alphabétisation s'étend au-delà de la Décennie, qui s'achèvera en 2012. Il se déroulera à longue échéance, les activités d'alphabétisation exigeant l'acquisition de nouvelles compétences et un engagement systématique en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie.

A. Tirer des enseignements de l'expérience acquise

86. Il est possible, en se fondant sur les enseignements et les enjeux généraux ci-après, qui se sont dégagés au cours de la première moitié de la Décennie, de revoir l'action et l'orientation qui seront suivies jusqu'à la fin de la Décennie :

a) Au niveau mondial, l'enjeu que représentent les inégalités en matière d'alphabétisation reste entier. S'ils ne s'engagent pas plus résolument en faveur de l'alphabétisation des adultes, de nombreux pays ne pourront pas atteindre les objectifs relatifs à la réduction des taux d'analphabétisme en raison des facteurs démographiques, de la perpétuation de l'analphabétisme d'une génération à l'autre et de la mauvaise qualité de l'éducation;

b) Pour qu'il soit possible de fournir des services adéquats et adaptés aux différents groupes de la population, il faudra faire en sorte que l'intensification de l'alphabétisation à une grande échelle ne s'accompagne pas du déclin de la diversité linguistique et culturelle dans les groupes minoritaires et autochtones. En outre, la prestation de services aux femmes, aux jeunes et aux populations rurales laisse souvent à désirer;

c) La progression des politiques relatives à l'alphabétisation des adultes a manqué de fermeté. Bien que, dans certains contextes, l'éducation ait bénéficié d'un engagement politique et d'un appui financier, l'alphabétisation des adultes a reçu un soutien très inférieur à celui apporté à l'enseignement primaire;

d) L'exécution et la gestion des programmes d'alphabétisation doivent faire face à trois enjeux importants : a) renforcer les stratégies nationales d'alphabétisation de manière à obtenir la prestation des services nécessaires et l'établissement d'objectifs adéquats; b) veiller à ce que les programmes soient de bonne qualité et tiennent compte des besoins des apprenants; c) renforcer les mécanismes de contrôle et de planification financière;

e) À l'heure actuelle, les besoins d'assistance technique et financière sont très importants (et demeurent largement insatisfaits) en vue d'améliorer les fonctions de recherche appliquées à l'alphabétisation des adultes, en particulier dans les pays où le taux d'analphabétisme est le plus élevé. Les programmes d'alphabétisation s'appuient de plus en plus sur des recherches, cependant, il est largement admis que les recherches sur les retombées positives sont une condition nécessaire à l'élaboration de politiques reposant sur des observations factuelles;

f) Compte tenu de l'ampleur et de la nature de cette tâche, le volume du financement consacré à l'alphabétisation des adultes est insuffisant.

B. Élaborer le programme pour l'alphabétisation : les cinq prochaines années et au-delà

87. Pour mettre en forme le programme d'action pour l'alphabétisation, il importe de renouveler d'urgence cet engagement, en déployant des idées inédites et novatrices et une vision clairement définie. En réponse à l'appel que l'Assemblée générale a lancé à toutes les parties prenantes⁹ afin qu'elles renforcent leur engagement et leur action au service de la Décennie, il est impératif que :

a) Les États Membres accordent un rang de priorité plus élevé à l'alphabétisation dans le cadre de la planification de l'éducation et de la budgétisation, renforcent les institutions éducatives nationales et infranationales et les établissements d'enseignement professionnel et encouragent tous les acteurs voulus à renforcer leur collaboration;

b) L'UNESCO continue de renforcer son rôle de coordonnateur et de catalyseur et de s'appuyer sur les résultats de l'examen à mi-parcours de la Décennie et des conférences régionales de haut niveau tenues en 2007-2008 sur le thème de l'alphabétisation dans le monde afin d'élaborer un cadre stratégique qui permettrait de renouveler la coopération et l'action menée pour l'alphabétisation avec les partenaires internationaux dans ce domaine, notamment les organismes du système des Nations Unies;

c) La communauté internationale renforce son engagement collectif en faveur de l'alphabétisation, inscrive ces efforts dans le cadre des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et redouble d'efforts pour mener à bien le Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation.

88. Au cours des cinq prochaines années (2008-2012), il faudra mettre l'accent sur l'accomplissement de réels progrès dans les trois grands domaines énoncés ci-après, qui sont la base du développement stratégique et de toute action menée par la suite.

1. Engagement renforcé

89. Bien que les 774 millions d'adultes qui ne maîtrisent pas les savoirs de base présentent des caractéristiques hétérogènes, ils constituent néanmoins un groupe auquel il faudra prêter une attention accrue, en s'intéressant particulièrement aux questions de l'égalité des sexes, de la situation des jeunes et de la marginalisation. Pour que les politiques changent, il faudra, d'une part, une prise de conscience accrue de l'injustice subie par les adultes et, d'autre part, une reconnaissance accrue des bienfaits de l'alphabétisation et du coût de l'analphabétisme. Les conditions préalables à ce changement sont les suivantes :

a) Sensibilisation à une bien plus vaste échelle, s'appuyant sur le droit à une éducation de base, le droit au développement, l'immense importance de l'alphabétisation dans une économie actuelle fondée sur le savoir et la valeur fondamentale de l'alphabétisation en tant qu'outil indispensable à la poursuite de l'apprentissage tout au long de la vie;

b) Formulation claire des politiques relatives à l'alphabétisation faisant partie du secteur éducatif, en particulier au niveau national, tenant compte des

⁹ Voir résolution 61/140.

informations vérifiées et tablant sur l'élaboration de normes, l'évaluation de la qualité et la recherche comparative des meilleures méthodes;

c) Analyse, contrôle et évaluation plus rigoureux des activités d'alphabétisation, renforçant l'efficacité en matière de formulation des politiques et de planification dans ce domaine et permettant de contrôler les progrès réalisés dans le respect des orientations et l'application des programmes d'alphabétisation;

d) Partenariats et alliances renforcés aux échelons national, régional et international, s'appuyant sur une vision commune de l'alphabétisation, sur l'entraide mutuelle et sur l'exploitation des points forts.

2. Efficacité accrue de l'exécution sur le terrain

90. Le présent rapport souligne les enjeux de taille que posent l'élaboration et l'exécution des programmes et il y est lancé un appel afin que la communauté internationale s'engage résolument à orienter l'aide nationale et internationale en fonction des besoins et des caractéristiques des populations locales. Le renforcement des capacités à tous les niveaux est indispensable à la prestation de services d'alphabétisation efficaces, qui nécessite également les actions suivantes :

a) Recueil et diffusion de l'information : rendre plus efficaces la collecte, la diffusion et l'utilisation de l'information relative aux pratiques et aux politiques et créer un cadre facilitant l'échange des connaissances;

b) Accroître l'ampleur et la qualité de l'exécution, tout en adaptant les systèmes de gestion, les méthodes d'enseignement et les instruments pédagogiques aux différents contextes et besoins, dans le cadre d'actions prévoyant une forte participation des communautés;

c) Enrichir la vie culturelle en encourageant l'écriture, la publication et la diffusion d'ouvrages sur papier et sous forme électronique;

d) Renforcer les capacités dans tous les domaines de l'alphabétisation – production d'outils et formation d'animateurs, gestion, contrôle, évaluation, recherche et planification;

e) Effectuer des recherches afin de pouvoir fournir aux décideurs des données fondées sur des preuves scientifiques de l'intérêt que présente l'alphabétisation et des informations sur les facteurs qui contribuent à la qualité des services fournis dans le cadre des programmes d'alphabétisation et des résultats de ces programmes.

3. Nouvelles ressources à l'appui de l'alphabétisation

91. Il a été déterminé dans le présent rapport que la faiblesse du financement de l'alphabétisation des adultes est l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs de la Décennie. Des mesures doivent être prises d'urgence, notamment :

a) Augmenter les fonds alloués à l'alphabétisation des adultes : consacrer au moins 3 % des budgets d'éducation nationaux à cette action et, à cette fin, accroître le soutien financier que fournissent les organisations donatrices bilatérales et multilatérales;

b) Renforcer les mécanismes institutionnels de financement de l'alphabétisation des adultes : créer des mécanismes adaptables afin qu'il soit plus

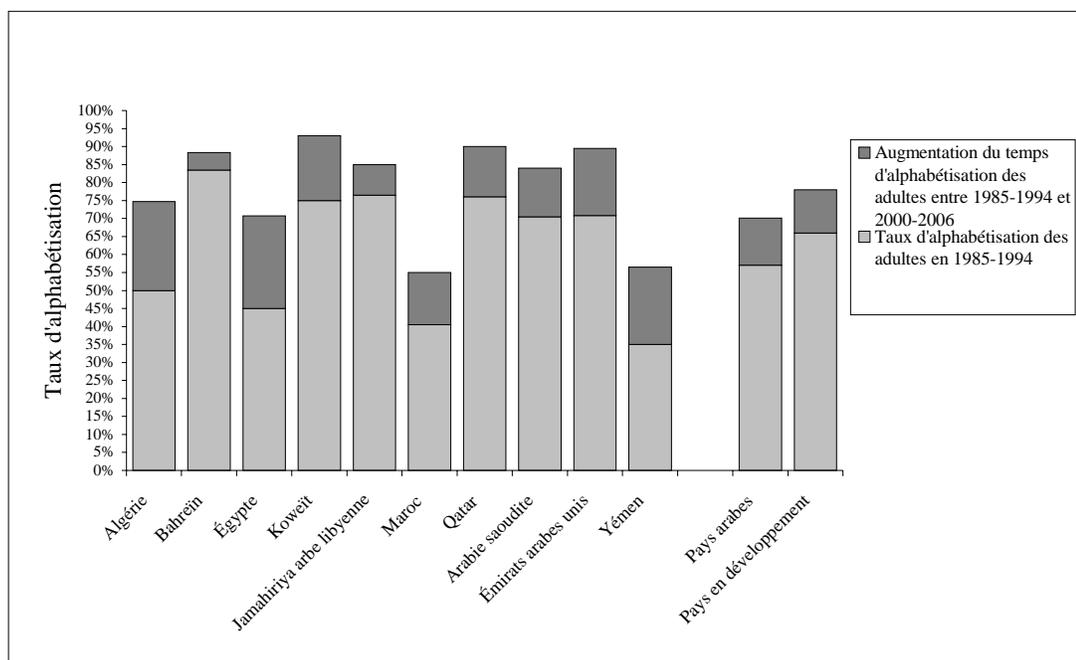
aisé de confier la prestation de services à différents prestataires, en s'engageant clairement à inscrire les investissements pour l'alphabétisation des adultes dans l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous et dans d'autres mécanismes institutionnels de lutte contre la pauvreté;

c) Créer de nouveaux modèles et bases de données portant sur le coût des programmes d'alphabétisation, notamment des différents volets de la prestation de services, afin de pouvoir comparer le coût de ces programmes et de les adapter davantage, ce qui permettra de faire face plus efficacement aux enjeux liés à la diversité des besoins et des contextes.

Annexe

Taux d'alphabétisation des adultes (15+) au niveau régional (1985-1994 à 2000-2006) ^a

Figure 1
Augmentation, dans le temps, du taux d'alphabétisation des adultes
dans les pays arabes



^a Les graphiques montrent la situation dans les pays concernant lesquels des données comparatives étaient disponibles pour les périodes indiquées et lors de l'élaboration du présent rapport.

Figure 2
**Augmentation, dans le temps, du taux d'alphabétisation des adultes
 en Europe centrale et orientale**

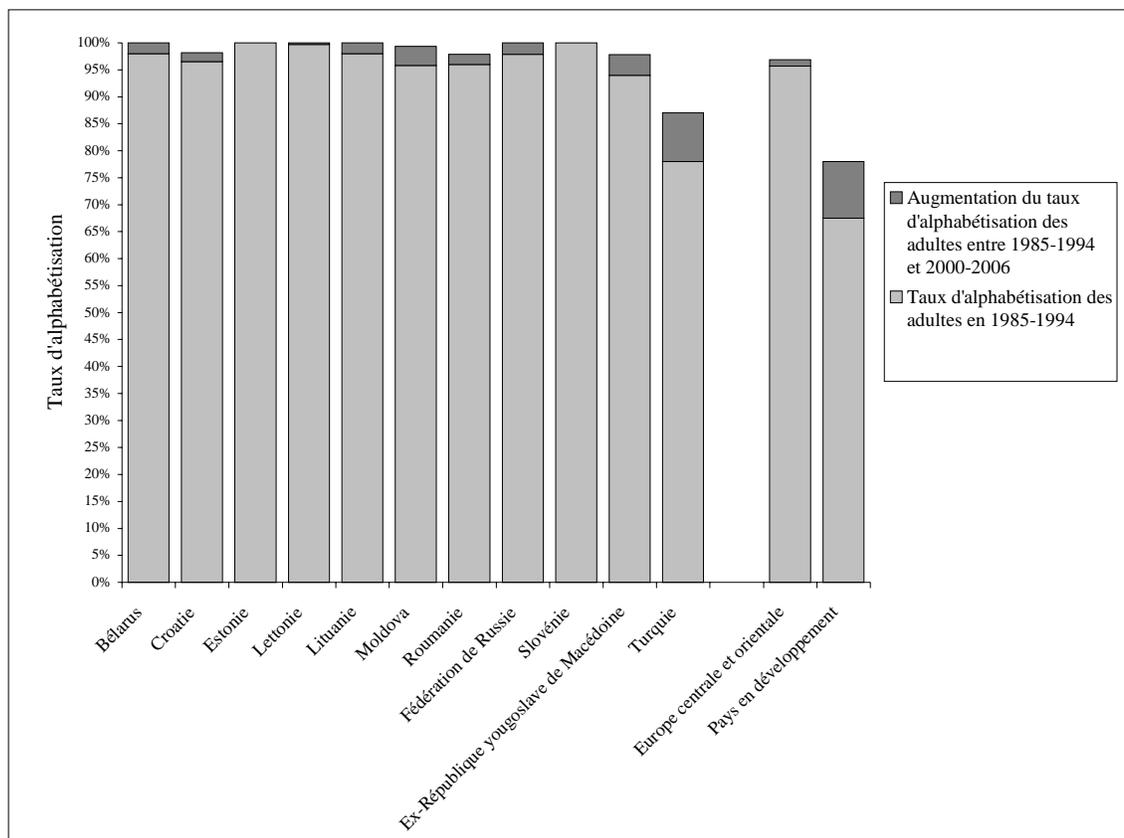


Figure 3
Augmentation, dans le temps, du taux d'alphabétisation des adultes
en Asie centrale

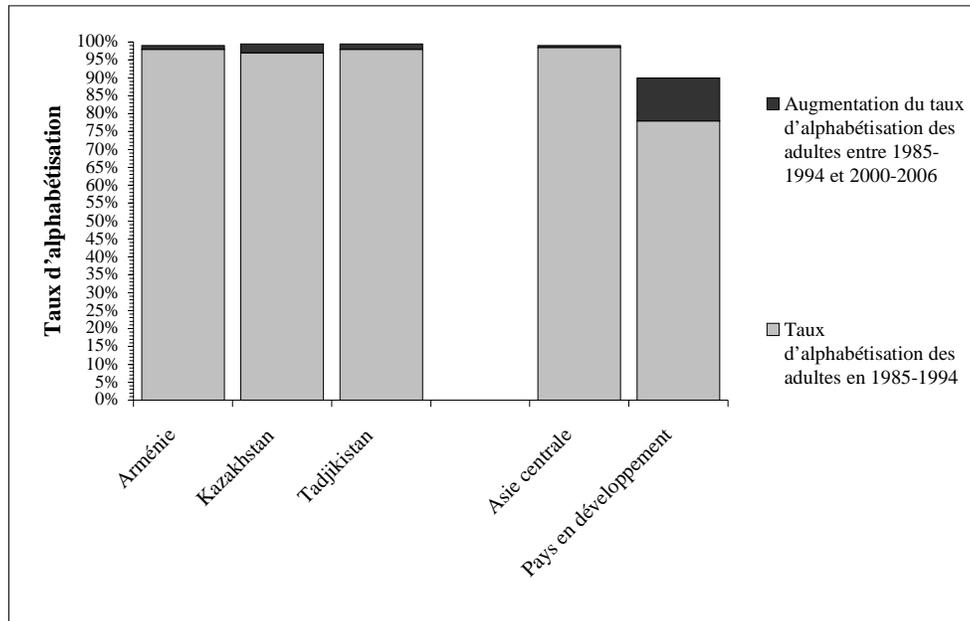


Figure 4
**Augmentation, dans le temps, du taux d'alphabétisation des adultes
 en Asie de l'Est et dans le Pacifique**

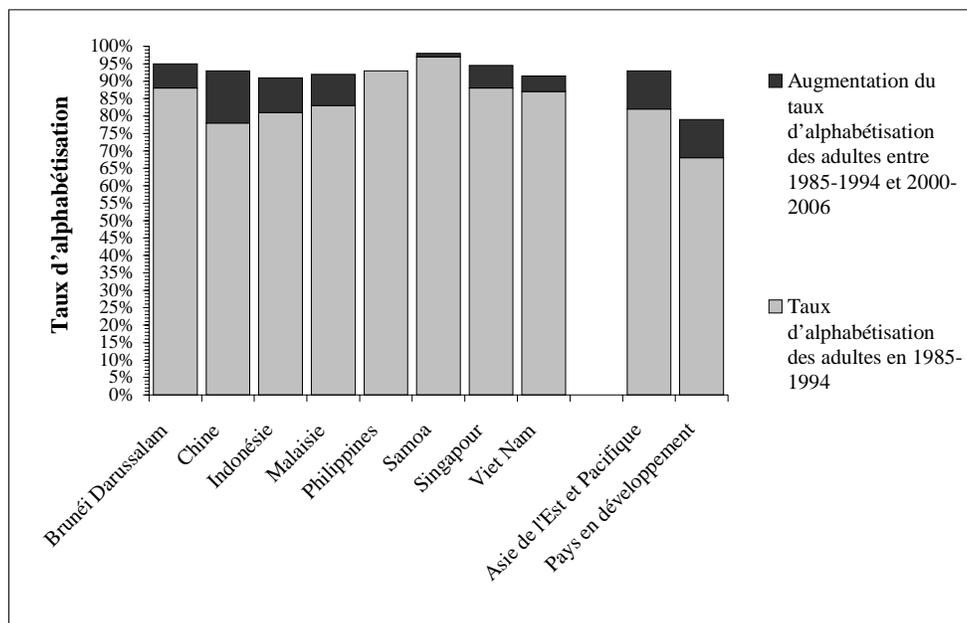


Figure 5
Augmentation, dans le temps, du taux d'alphabétisation des adultes en Amérique latine et dans les Caraïbes

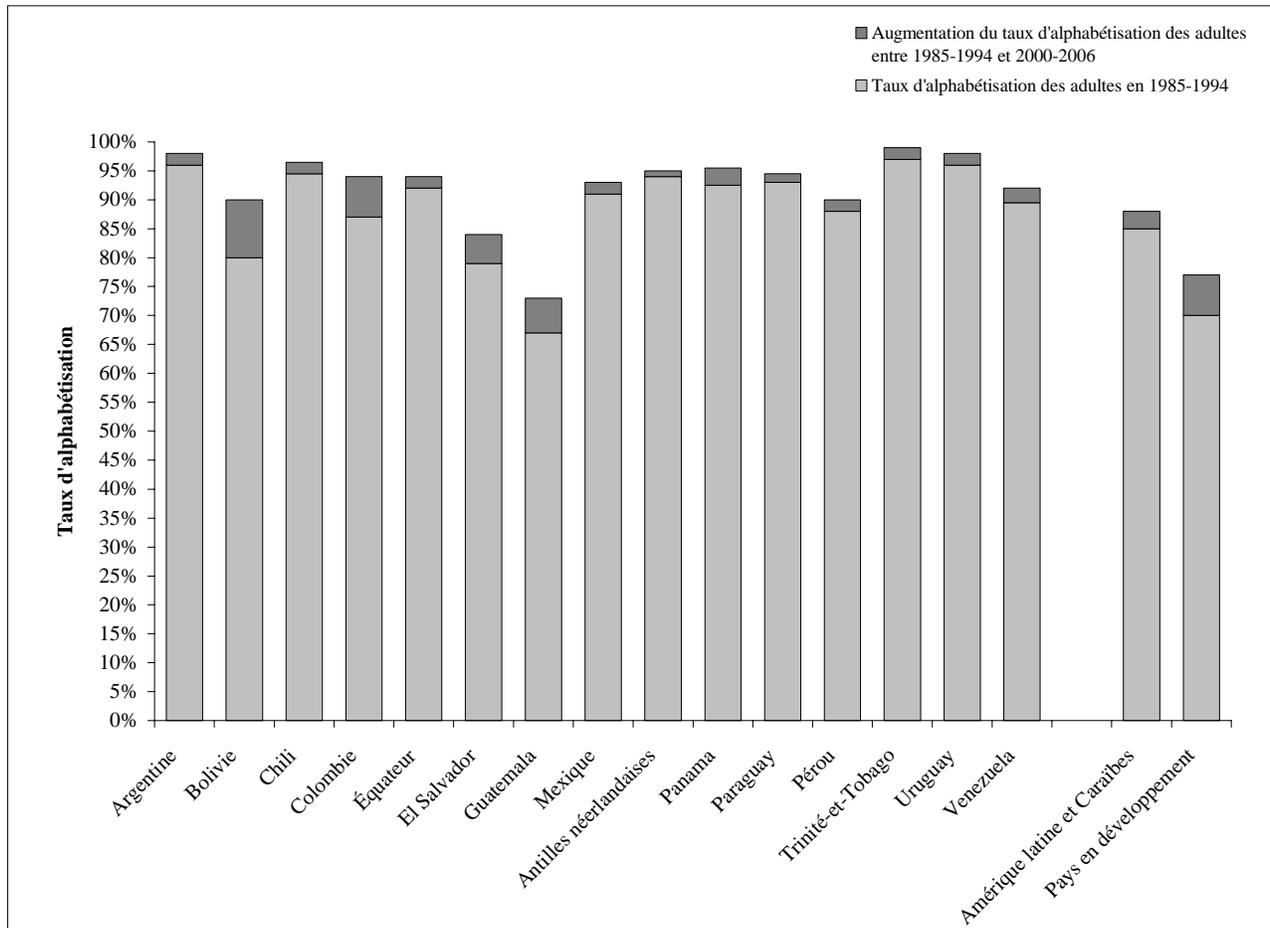


Figure 6
Augmentation, dans le temps, du taux d'alphabétisation des adultes
en Asie du Sud et de l'Ouest

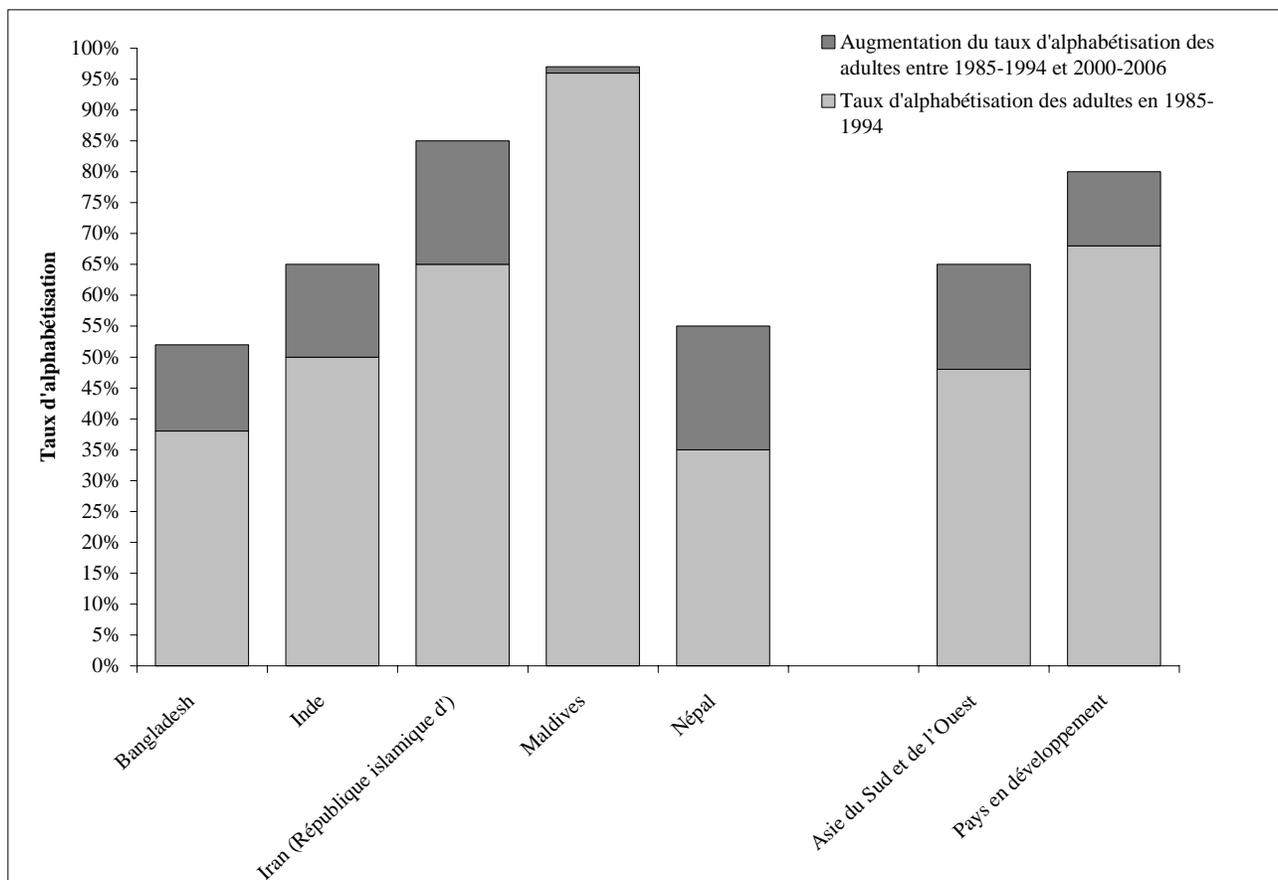


Figure 7
 Augmentation, au fil du temps, du taux d'alphabétisation en Afrique subsaharienne

